

Dossier :

LA LECTURE AU COLLÈGE

de Saint-AMBROIX

RÉUSSITE SCOLAIRE ET POLITIQUE DE LECTURE OU NAISSANCE D'UN PROJET

Jean-Paul FERRIER

1. UN COLLÈGE COMME LES AUTRES

À la fois semblable à tous les collèges et différent de tous, le collège "Armand COUSSENS" recrute ses élèves dans une zone semi-rurale du département du Gard, naguère marquée en grande partie par la présence des Houillères, partagée aujourd'hui entre des activités agricoles, de petites industries, commerciales, artisanales et touristiques. Cette zone rayonne autour de Saint-Ambroix, petite ville de 4000 habitants, sur 23 communes de moindre importance situées dans deux cantons limitrophes, au nord, du département de l'Ardèche. La population scolaire est donc assez diversifiée, sans dominante socio-professionnelle mais avec une prédominance de revenus modestes, sans les problèmes liés aux grands ensembles de la périphérie des grandes villes mais avec une empreinte nettement marquée de la situation économique, notamment du chômage. Les 3/4 environ des 360 élèves sont demi-pensionnaires et utilisent les transports scolaires pour des trajets parfois longs.

L'équipe éducative est constituée d'un principal et de son adjoint, d'une conseillère d'éducation aidée de 3 surveillants, d'une documentaliste (depuis la rentrée scolaire 1989) et de 26 professeurs se partageant à peu près également entre certifiés et PEGC et pour la plupart originaires de la région ou installés définitivement. Une gestionnaire, 2 secrétaires et 9 agents complètent le personnel de l'établissement. Ajoutons qu'une baisse lente mais régulière des effectifs (peut-être jugulée - provisoirement ? - cette année), assez commune dans la région, a provoqué dans un passé récent quelques suppressions de postes (1 poste et deux 1/2 postes d'enseignants encore pour la rentrée 90).

Les résultats d'ensemble, tant au niveau du brevet des collèges que de l'orientation, se situent autour des moyennes départementales ou académiques. Il en est de même pour les résultats de l'évaluation en Français et Mathématiques conduite cette année en 6^{ème}. Le collège est entré en rénovation depuis la rentrée 1987.

2. GESTATION

Lutter contre l'échec scolaire a toujours été - ou aurait toujours dû être - le souci majeur des enseignants, et plus généralement du système éducatif tout entier. Cette tâche essentielle a été soulignée, depuis quelques années, d'une façon plus directe dans les textes officiels et rendue plus pressante encore par l'objectif fixé à tous : amener d'ici à 10 ans 80% d'une tranche d'âge au niveau du baccalauréat. Les opinions sur ce dernier objectif peuvent, bien sûr, être très diverses, les sous-entendus qu'il recouvre aussi. Cependant, outre qu'il nous appartient de prendre en compte un objectif fixé au niveau ministériel, il faut bien considérer que si ce dernier est sans doute une nécessité économique, c'est aussi, et cela nous paraît au moins aussi déterminant, une nécessité pour l'élargissement de la démocratie - si tant est qu'il s'agisse bien de hausser véritablement le niveau de connaissances et de culture de tous et non de rabaisser le niveau des exigences.

Or, vouloir atteindre cet objectif dans le cadre du fonctionnement traditionnel du système éducatif en général - et du collège en particulier - semble bien relever de l'utopie. En tout cas, ce serait pour le moins dire aux enseignants : *"Vous avez jusqu'ici mal fait le travail que ton vous demandait de faire, il est temps de s'y mettre enfin !"*. Personne ne peut penser sérieusement que tel est le cas ; au contraire, on considère à juste raison - dans la plupart des cas - que les enseignants font bien ce qu'ils ont à faire. Ce qui est en jeu ce n'est donc pas de travailler plus ou mieux, mais de travailler autrement. Les impulsions données du sommet pour la "rénovation" des collèges, les nouvelles pratiques pédagogiques suggérées (groupes de niveau/matière, de besoin, études dirigées ou conseils, cycle d'observation en 3 ans, projet d'établissement, de l'élève,...) soulignent à leur façon cette nécessité.

Comme beaucoup d'autres collèges nous avons donc, nous aussi, depuis plusieurs années des projets proposant la mise en place de telles actions. Dans le cadre de cette recherche, et à travers des expériences plus ou moins fructueuses - mais jamais totalement satisfaisantes - nous avons pu effectuer des constatations que nous ne sommes d'ailleurs ni les premiers ni les seuls à faire :

- notre enseignement, les possibilités d'apprentissage, d'acquisition des connaissances, passent pour une grande part par la capacité à utiliser l'écrit, disons de façon plus directe par la lecture et l'écriture
- nos élèves ont en général une maîtrise insuffisante en ce domaine pour pouvoir profiter pleinement de leur scolarité (l'évaluation initiale réalisée à partir du test d'entrée sur ELMO - évoquée par ailleurs - corrobore cette appréciation, de même que les résultats des tests d'évaluation pratiqués à la demande du Ministre et déjà cités) : très peu d'élèves atteignent des performances voisines de celles que les spécialistes considèrent comme suffisantes pour que la lecture soit un outil efficace - à fortiori agréable - d'apprentissage et de communication, près de 15% des élèves entrant en 6ème ont des difficultés telles que l'on peut considérer qu'ils ne savent pas lire (même au sens le plus commun).

C'est à partir de ces constatations que s'est développée notre réflexion, qui a pu s'enrichir dès Octobre 1988 d'une part de rencontres avec les responsables du Centre de classes-lecture de l'AFL à Besseges, voisin de notre collège, de rencontres avec Jean FOUCAMBERT, et d'autre part des réflexions théoriques déjà conduites par François RICHAUDEAU, Frank SMITH et bien d'autres et des publications de l'AFL.

Très vite, nous sommes parvenus à la conviction qu'il ne suffisait pas de rechercher seulement une amélioration technique des capacités de lecture - certes indispensable - mais que cette

amélioration ne pouvait prendre toute son efficacité que dans le cadre d'une véritable "politique de lecture" englobant tous les aspects, abordant tous les problèmes liés à l'écrit et à son utilisation, à l'apprentissage, mais aussi impliquant tous les partenaires de la vie scolaire et, au delà, de la vie sociale. Mais encore, qu'au delà des aspects didactiques c'était tout le problème du statut de l'enfant à l'école, du statut du système éducatif et des partenaires qui le composent qui allait nous être posé.

C'est sur la base de cette conviction que nous avons dès Novembre 1988 commencé l'élaboration du projet qui, après maintes réunions, réflexions, discussions, rencontres, devait trouver sa forme définitive en Avril 1989 lors de son approbation à l'unanimité par les enseignants, puis par le conseil d'administration.

3. GENÈSE

Ce type d'action globale n'ayant jamais été mené en tant que "politique de lecture" d'un collège pris dans son ensemble, nous nous sommes donc affrontés dès l'abord à des problèmes nombreux et divers. Certes nous avons bénéficié d'expériences ponctuelles ou partielles entreprises ici ou là, ou dans le cadre des classes-lecture de Bessèges.

Cependant notre action, englobant tout un établissement, menée pour tous les élèves de 6^{ème} avec l'ensemble des enseignants de toutes les disciplines et conçue dès le départ comme une action de longue haleine, devant fonctionner au moins durant plusieurs années, et peut-être devenir permanente, pose des problèmes "techniques" particuliers, notamment :

- Comment intégrer cette action dans le cadre de l'année scolaire sans remettre en cause le déroulement normal des programmes ?
- Comment les professeurs des différentes disciplines vont-ils intervenir ?
- Comment concevoir des emplois du temps permettant simultanément deux types de fonctionnement très différents : les stages-lecture et les cours traditionnels et comment dégager les créneaux horaires nécessaires ?
- Où trouver les moyens financiers non négligeables qui sont indispensables ?

Et, bien sûr, les réponses à ces questions devant être trouvées, mis à part peut-être les investissements en matériel informatique de la première année, dans le cadre du fonctionnement normal d'un collège normal doté de moyens normaux.

C'est en ayant constamment à l'esprit ces questions, et en nous appuyant à chaque étape sur l'accord de tous (condition à notre avis indispensable, la mise en oeuvre ayant montré que, même dans ce cas, tout ne sera pas rose 1), que nous avons abouti à la mise en place du projet dont le schéma paru dans le n°bis du "**Coussens en Plume**" donne une idée assez juste.

4. PRÉCISIONS "TECHNIQUES"

a) L'emploi du temps des élèves

Les élèves de 6^{ème}, répartis en 4 classes les plus hétérogènes possibles a priori, ont bénéficié successivement entre le 25 Septembre 1989 et le 2 Juin 1990 de deux sessions de stage-lecture -la première de 4 semaines, la deuxième de 3 semaines- pendant lesquelles ils ont été partagés en trois groupes de 8 ou 9. Du lundi au vendredi la journée se déroulait ainsi :

- **de 8h30 à 9h30** environ, classe entière et avec les enseignants présents, lecture et discussion du journal
- **de 9h30 à 12h**, en groupes, travail dans les trois ateliers (CDI, Littérature de Jeunesse, Exploration des écrits), chaque groupe effectuant à tour de rôle son entraînement sur ELMO durant 30 à 40 minutes
- **l'après-midi de 13h30 à 16h30**, classe entière, consacrée à des activités d'éveil, de plein air, de visites ou plus pratiques.

Les élèves désirant écrire un texte pour le journal pouvaient se détacher de ces différentes activités.

Le samedi matin de 8h30 à 11h30 étant consacré au bilan de la semaine, à la théorisation liée à ELMO ou à l'écriture.

Les parents étaient non seulement admis mais invités à "venir voir" à tout moment ou même à participer au travail des ateliers.

Programme différent pour les élèves de CPA, associés aux stages durant leurs semaines de présence au collège et pendant toute l'année le matin (et participant alors aux ateliers au même titre que les élèves de 6^{ème}), et recevant leurs cours traditionnels (Maths, Technologie, EPS) l'après-midi.

b) L'emploi du temps des professeurs

Il posait a priori plus de problèmes car il fallait :

- prévoir deux coordonnateurs se consacrant à temps plein à l'encadrement des stages,
- faire en sorte que chaque professeur de la classe puisse intervenir en stage au moins une demi-journée,
- assurer la continuité du travail des ateliers Tout cela sans moyens horaires supplémentaires, le poste demandé ne nous ayant pas été accordé.

Il fallait en outre mettre en place pour les enseignants des emplois du temps "à deux vitesses". Comment cela a-t-il été résolu ?

- En décidant que le Principal-adjoint serait l'un des coordonnateurs, ce qui supposait que le Principal accepte une charge supplémentaire de travail administratif,
- En prenant les décisions suivantes : d'abord les élèves de CPA participant tous les matins aux stages-lecture n'auraient pas de cours de français traditionnels, d'autre part une partie des heures attribuées aux classes de 6^{ème} pour du travail d'approfondissement

ou de soutien et quelques heures supplémentaires permettraient de dégager le service complet d'un professeur certifié de lettres modernes qui deviendrait l'autre coordonnateur,

- En faisant en sorte, par le biais des bivalences de PEGC que chaque professeur de la classe intervienne tout au long de l'année au moins trois heures dans celle-ci (regroupement Histoire-Géographie/Éducation civique, EMT/Dessin,...) quelques heures supplémentaires permettant de régler les cas en suspens (Musique, présence bi-hebdomadaire des professeurs d'EPS),
- En décidant que l'atelier Littérature de Jeunesse serait encadré par un coordonnateur, l'atelier CDI étant tout naturellement dévolu à la documentaliste et les professeurs se partageant, le domaine d'intervention de chacun étant défini en concertation, l'encadrement de l'atelier d'Exploration des écrits. Il est bien entendu que chaque professeur intervenait à propos d'écrits ou de techniques liés à sa discipline, mais pas à propos de connaissances ou d'exercices liés au "programme" (il s'agit toujours de parler de lecture et d'écriture). Chaque professeur était sensé, en outre, participer à la discussion du journal, accompagner ses élèves lors de leur passage sur ELMO (le deuxième coordonnateur assurant la théorisation et le suivi de cette activité) et participer à l'écriture du journal par les élèves ou lui-même.

Moyennant quoi, la présence des enseignants auprès des élèves dans les stages s'établissait comme suit :

LUNDI MATIN : le professeur de Mathématiques

LUNDI APRÈS-MIDI : le professeur d'EPS

MARDI MATIN : le professeur d'Histoire-Géographie et le professeur d'Anglais

MARDI APRÈS-MIDI : le professeur d'EPS

JEUDI MATIN : le professeur de Sciences

JEUDI APRÈS-MIDI : le professeur de Musique

VENDREDI MATIN : le professeur de Français

VENDREDI APRÈS-MIDI : le professeur de Dessin/EMT

Venaient se joindre à ces professeurs tous les matins la documentaliste et les deux coordonnateurs, qui assuraient aussi l'encadrement du samedi matin (les coordonnateurs consacrant les après-midi à la rédaction du journal pour la confection duquel ils étaient aidés par un TUC).

Le problème des emplois du temps de chaque professeur pouvant être résolu de la façon suivante : leur emploi du temps hebdomadaire étant constitué de façon qu'ils ne travaillent pas, dans les périodes hors-stage, au cours de la demi-journée prévue pour leur présence en stage, il suffit alors lorsque la classe dans laquelle ils enseignent arrive en session d'abandonner les heures correspondant à cette classe, qui sont remplacées par cette demi-journée, le reste de leur emploi du temps demeurant bien sûr inchangé. Ce système n'apporte aucune modification à l'emploi du temps des autres classes et n'apporte qu'une perturbation minime, et unanimement acceptée, à celui des professeurs.

Non compris les coordonnateurs et la documentaliste, **15 professeurs** sur les 26 que compte le collège (2 de Mathématiques, 3 d'EPS, 2 d'Histoire-Géographie, 2 d'Anglais, 2 de Sciences, 2 de Français, 1 de Musique et 1 de Dessin/EMT) ont pu participer directement à la mise en

oeuvre du projet, la plupart enseignant en parallèle dans deux classes de 6ème.

c) La formation nécessaire

Elle s'est effectuée, grâce à la prise en charge de la MAFPEN, dans le Centre de classes-lecture de Bessèges où les professeurs ont participé à un stage d'une semaine en Juin 1989, les deux coordonnateurs participant à l'encadrement complet d'un séjour de 3 semaines dans le même Centre au mois d'août.

d) Les moyens financiers

Ils sont nécessaires :

- d'une part en *investissement* pour l'acquisition d'une station de PAO et d'un photocopieur suffisamment performant indispensables à la réalisation quotidienne du journal. Le financement a été obtenu d'une part auprès du Conseil Général qui a pris à sa charge l'achat de la PAO (45 000 F environ), d'autre part auprès des communes du secteur qui ont accepté de payer le photocopieur (60 000 F environ).

- Pour l'acquisition aussi des logiciels (PAO, traitement de texte, ELMO,...) et des ouvrages théoriques utiles.

- d'autre part en *fonctionnement* pour l'acquisition des ouvrages nécessaires à l'atelier Littérature de Jeunesse, le financement du journal (25 000 F environ pour l'année), le financement des interventions d'écrivains ou professionnels, enfin les frais connexes en consommables.

Les fonds propres de l'établissement et la dotation obtenue au titre des PAI ont permis pour cette année de faire face à ces deux dernières lignes de dépense.

Pour l'année prochaine, si les dépenses d'investissement citées ne sont plus à faire, si le collège peut espérer trouver par ces propres moyens le financement du journal, la question du paiement des intervenants extérieurs ou de l'acquisition de nouveaux ouvrages (le CDI n'a jamais été doté et son fonds, très modeste, a été constitué uniquement sur la base de dons et par ponction sur les crédits d'enseignement) ou de l'acquisition de nouveaux logiciels (traitement de texte plus performant, autres versions d'ELMO, logiciels de statistiques ou de traitement de données nécessaires à l'évaluation,...) reste posée.

Était posée aussi la question du remplacement indispensable du nanoréseau par un matériel plus performant, plus fiable et plus souple. Ce problème est aujourd'hui résolu puisque la mise hors service accidentelle du nanoréseau a amené le Conseil Général à nous doter de ce matériel (qui devra néanmoins à assez brève échéance être complété par des postes supplémentaires).

Voilà pour l'essentiel.

5. PERSPECTIVES D'AVENIR

Parvenus au terme de cette année d'expérience, toujours riche, souvent exaltante, parfois émaillée d'affrontements durs et de discussions âpres, exténuante pour ceux, trop rares, qui s'y sont véritablement investis, nous devons bien sûr répondre à la question: faut-il continuer ?

Pour le Conseil d'Administration qui s'est déjà prononcé à l'unanimité, pour les élèves qui ont vécu les stages, pour leurs parents la réponse est sans conteste : OUI.

Et pour les enseignants ?

Le bilan de cette année, évoqué par ailleurs, ne laisse aucun doute : au niveau des capacités de lecture comme dans la connaissance du CDI, au niveau des techniques d'exploration des écrits comme dans la connaissance de la littérature de jeunesse, au niveau des résultats scolaires aussi bien que dans le comportement, que dans la prise d'autonomie, de grands pas ont été faits. Il n'est sans doute pas outrancier d'ajouter (et ce sont peut-être là les points les plus importants) que des élèves ont acquis là une assurance, une confiance en eux, une conscience de leur richesse personnelle qui ne les abandonnera pas de sitôt, que des élèves ont acquis là une attitude positive envers l'école et l'apprentissage qui pourrait bien être irréversible. C'est un bilan remarquable eu égard au peu qui a été fait : peu dans le temps (qu'est-ce que 7 semaines ?), peu dans l'investissement (nous y reviendrons), peu dans la continuité (hors du stage rien n'a changé - ou presque rien - dans les pratiques pédagogiques : c'est à la fois normal et un peu désolant). C'est aussi un tout petit aperçu des potentialités qui existent si davantage d'investissements, collectifs et individuels, étaient réalisés.

Nous avons découvert cette année un outil précieux, d'une efficacité sans commune mesure avec tous les "palliatifs" expérimentés auparavant, même si nous sommes loin d'avoir su en tirer tout le profit possible. Quant à l'intérêt des élèves il paraît donc inutile de chercher la réponse : il serait anormal, absurde, de ne pas poursuivre une action qui, malgré toutes ses insuffisances a permis de tels résultats.

Il reste pourtant que des enseignants continuent à refuser toute réflexion sur des pratiques pédagogiques qui ont pourtant montré leur inefficacité auprès des seuls élèves qui doivent nous intéresser : les élèves en difficulté (les "élites", nous le savons, réussissent toujours, pour des raisons qui sont tout sauf pédagogiques, quel que soit le système). Il reste pourtant que des enseignants continuent à refuser que des élèves, que des parents se préoccupent de ce qui les intéresse au premier chef : leur avenir ou celui de leurs enfants. Il reste pourtant que des enseignants continuent à refuser que l'on appelle un chat un chat et le ronron traditionnel un échec.

Il reste aussi que l'Inspection Académique peut juger notre projet pour 1990/91, conçu et élargi sur la base de celui-ci, comme "*dépourvu d'analyse préalable*", dépourvu "*d'objectifs clairement annoncés*" et constitué de "*démarches traditionnelles*". Et par conséquent indigne d'être soutenu.

Pourtant, nous en demeurons persuadés, il faut continuer. Il faut, mais le peut-on ?

On le peut en persévérant pour obtenir les moyens qui nous sont nécessaires, On le peut en apportant les modifications que l'expérience a montré souhaitables, par exemple :

- commencer le premier stage 3 semaines après la rentrée scolaire n'est pas une bonne chose, Les élèves, déjà perturbés par leur arrivée au collège, sont désorientés à peine une première adaptation faite par le bouleversement de leur emploi du temps, Il faut donc commencer plus tard (ce qui pose des problèmes pour parvenir à "caser" toutes les sessions dans l'année scolaire) ou plus tôt (la deuxième classe est beaucoup moins perturbée car instruite, par le journal et les camarades de ce qui "l'attend")

- des sessions de 4 semaines sont trop longues, les élèves étant fatigués dès la fin de la troisième par le rythme de travail élevé et l'intervalle ainsi créé entre les deux sessions étant trop important

- il est nécessaire de prévoir une semaine de "blanc" entre les sessions pour permettre aux enseignants (les coordonnateurs en particulier) de "recharger les accus" et de préparer dans de meilleures conditions la session suivante.

La présence l'après-midi de la classe entière avec un seul enseignant a aussi posé un problème. On peut trouver une solution à la question, en l'absence de moyens supplémentaires, en libérant les élèves en stage une ou deux demi-journées par semaine (après-midi ou samedi matin) ou en limitant les après-midi à 2 heures.

Nous avons donc décidé pour 1990/91 de prévoir pour chaque classe 3 sessions de trois, deux et deux semaines, la première commençant pour la première classe dès la rentrée. Ce rythme aura, en outre, l'intérêt de faciliter la rotation des groupes dans les ateliers et de se rapprocher du rythme d'alternance collège/entreprise des élèves de CPA.

Mais la question de fond qui demeure, et qui au delà de tous les problèmes "techniques" - toujours résolubles - est la clé de la réponse à la question initiale, la question incontournable est : sommes-nous capables de rendre cette expérience vivable par tous ? Sommes-nous capables d'accepter les remises en cause (non pas personnelles mais pédagogiques) inéluctables ? Sommes-nous capables de faire en sorte que chacun donne un peu pour éviter à certains de donner trop ? Sommes-nous capables de constituer une équipe suffisamment étoffée, décidée à un minimum d'investissement et de cohésion ?

Les enseignants revendiquent - à juste titre dans la plupart des cas - deux heures de travail pour une heure de cours. Si chacun accepte de ne consacrer à la politique de lecture que la moitié de ce temps - en investissement vrai, pas seulement ni nécessairement en présence on n'est pas loin de la solution.

Il ne s'agit pas d'exiger "l'apostolat" d'enseignants qui ne sont payés - mal - que pour faire leur travail. Il ne s'agit pas de leur demander plus qu'ils ne sont censés donner dans le cadre traditionnel. Il s'agit de travailler autrement, certes, mais pas plus.

De la réponse à ces interrogations dépend pour l'essentiel la possibilité de poursuivre, ou d'entreprendre, la mise en oeuvre dans le collège d'une véritable politique de lecture.

Jean-Paul FERRIER